



Assemblée générale

Distr. générale
26 avril 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

Cinquième session

9-13 juillet 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Ordre du jour provisoire annoté

Note du Secrétariat

Additif

Annotations

Comme suite à l'adoption de ses résolutions 5/1 et 6/16 et conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, le Conseil des droits de l'homme, par sa résolution 6/36, a décidé de créer le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones en tant qu'organe subsidiaire du Conseil.

1. Élection du Bureau

Conformément au paragraphe 11 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, les délibérations du Conseil des droits de l'homme sont régies par les dispositions du Règlement intérieur qui s'appliquent aux grandes commissions de l'Assemblée (voir A/520/Rev.17), à moins que, par la suite, l'Assemblée ou le Conseil en décide autrement. En ce qui concerne l'élection du Bureau, l'article 103 du Règlement intérieur dispose que chacune des commissions élit un président, un ou plusieurs vice-présidents et un rapporteur.

2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Le Mécanisme d'experts sera saisi de l'ordre du jour provisoire de sa cinquième session (A/HRC/EMRIP/2012/1), ainsi que des présentes annotations relatives aux points inscrits à l'ordre du jour provisoire. Il adoptera l'ordre du jour, avec toutes les modifications qu'il aura souhaité y apporter.

Par sa résolution 6/36, le Conseil des droits de l'homme a décidé que le Mécanisme d'experts se réunirait une fois par an, pendant trois jours la première année et cinq jours au plus par la suite, et que ces sessions seraient composées de séances publiques et privées. Pour sa cinquième session, le Mécanisme d'experts se réunira pendant cinq jours, du 9 au 13 juillet 2012.

L'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que chacune des commissions doit adopter, en début de session, un programme de travail indiquant, si possible, la date retenue comme objectif pour l'achèvement de ses travaux, les dates approximatives de l'examen des questions et le nombre de séances à consacrer à chacune d'elles. Le Mécanisme d'experts sera donc saisi, pour examen et approbation, d'un projet de calendrier établi par le secrétariat, indiquant l'ordre et la répartition des séances consacrées à chacun des points du programme de travail de sa cinquième session.

3. Conférence mondiale sur les peuples autochtones

Dans sa résolution 18/8, le Conseil des droits de l'homme a accueilli avec satisfaction les préparatifs de la Conférence mondiale de 2014 sur les peuples autochtones, qui se tiendra en application de la résolution 65/198 de l'Assemblée générale, et a prié le Mécanisme d'experts de débattre de la Conférence mondiale et, en collaboration avec d'autres mécanismes compétents pour les questions ayant trait aux peuples autochtones, de contribuer à l'étude des modalités de cette réunion, y compris de la participation des peuples autochtones à la Conférence et aux préparatifs.

Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Mécanisme d'experts et les observateurs présents à la cinquième session pourront examiner les modalités appropriées pour la Conférence mondiale, et en débattre.

4. Suivi des études et avis thématiques

Dans sa résolution 18/8, le Conseil des droits de l'homme s'est félicité de la pratique adoptée par le Mécanisme d'experts consistant à consacrer du temps au débat sur les mises à jour pertinentes ayant trait aux études thématiques précédemment confiées au Mécanisme d'experts, et a recommandé à celui-ci d'adopter cette pratique à titre permanent, tout en encourageant les États à continuer de prendre part à ces débats et à y apporter leur contribution.

Le Conseil des droits de l'homme a en outre prié le Mécanisme d'experts de faire fond sur ses études précédentes, y compris son étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions (A/HRC/18/42).

Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Mécanisme d'experts pourra examiner la suite donnée à ses précédentes études, y compris un rapport qu'il aura lui-même établi en faisant fond sur son étude précédente sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions, et en l'axant sur les industries extractives (A/HRC/EMRIP/2012/2).

5. Étude sur le rôle des langues et de la culture dans la promotion et la protection des droits et de l'identité des peuples autochtones

Dans sa résolution 18/8, le Conseil des droits de l'homme a prié le Mécanisme d'experts d'entreprendre une étude sur le rôle des langues et de la culture dans la promotion et la protection des droits et de l'identité des peuples autochtones, et de la lui soumettre à sa vingt et unième session.

Le Mécanisme d'experts a donc entrepris l'étude en question. Pour contribuer à l'élaboration du rapport sur l'étude, et conformément à la pratique suivie lors des études précédentes, le Mécanisme d'experts a invité les parties prenantes intéressées à proposer des contributions écrites sur le sujet de l'étude, et il a étudié la question de façon plus approfondie lors du séminaire d'experts qui s'est tenu sur deux jours, les 8 et 9 mars 2012, sur les langues et les cultures des peuples autochtones.

Au titre de ce point de l'ordre du jour, les experts et les observateurs pourront faire part de leurs commentaires et de leurs suggestions concernant le projet de rapport sur l'étude sur le rôle des langues et de la culture dans la promotion et la protection des droits et de l'identité des peuples autochtones (A/HRC/EMRIP/2012/3). Le Mécanisme d'experts établira ensuite la version définitive du rapport final sur l'étude, qu'il soumettra au Conseil des droits de l'homme à sa vingt et unième session.

6. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

Dans sa résolution 6/36, le Conseil des droits de l'homme a rappelé qu'à sa soixante et unième session, l'Assemblée générale avait adopté, dans sa résolution 61/295, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Dans son rapport sur sa première session (A/HRC/10/56), le Mécanisme d'experts avait souligné que la Déclaration était un instrument de défense des droits de l'homme capital pour les droits des peuples autochtones et qu'elle faisait partie du cadre normatif de référence devant guider ses propres travaux.

Dans sa résolution 18/8, le Conseil des droits de l'homme a prié le Mécanisme d'experts de recueillir, avec le concours du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'avis des États sur les meilleures pratiques concernant des mesures et des stratégies d'application appropriées pouvant être mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Les réponses obtenues au questionnaire adressé aux États ont été regroupées dans un projet de rapport du Mécanisme d'experts (A/HRC/EMRIP/2012/4).

Au titre de ce point de l'ordre du jour pourra se tenir un débat général sur la Déclaration, axé sur l'utilisation de la Déclaration aux fins de la promotion et de la protection des droits des peuples autochtones, ainsi qu'un échange sur les réponses au questionnaire sollicitant des États leurs vues sur les meilleures pratiques concernant des mesures et des stratégies d'application appropriées pouvant être mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs de la Déclaration, le but étant de mettre au point la version finale du rapport correspondant, pour soumission au Conseil à sa vingt et unième session.

Au titre de ce point de l'ordre du jour, les observateurs pourront également débattre avec un représentant de l'Instance permanente sur les questions autochtones et le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones de leurs activités relatives à la mise en œuvre de la Déclaration.

7. Propositions à présenter au Conseil des droits de l'homme pour examen et approbation

Comme le Conseil des droits de l'homme l'a indiqué dans sa résolution 6/36, le Mécanisme d'experts pourra lui présenter des propositions pour examen et approbation, dans le cadre de ses travaux tel que fixé par le Conseil. Le Mécanisme d'experts pourra ainsi formuler des propositions sur la façon dont il pourrait, par sa compétence thématique, aider le Conseil à donner effet à son mandat et à ses mécanismes.

8. Adoption du rapport

Le Mécanisme d'experts adoptera son rapport sur sa cinquième session, qui sera soumis au Conseil des droits de l'homme.